



Madame la Rectrice,

Si la FSU s'est félicitée du rejet de l'extrême droite lors de la dernière élection présidentielle, elle n'en demeure pas moins très inquiète au vu du programme électoral du Président Macron renouvelé à la tête de l'Etat.

Nous craignons l'amplification des inégalités sociales, de la division sociétale, de la dégradation des services publics ; nous redoutons la répression de l'opposition aux politiques libérales qu'il dit vouloir accentuer et que nous continuerons à combattre si tel est le cas.

En matière d'éducation, les réformes menées lors du précédent quinquennat ont engendré de nombreuses situations de souffrance amplifiées par le mépris délibéré du Ministre. Pour corriger ces effets délétères, il faudra du temps et un changement radical de politique éducative aussi bien sur le fond que sur la forme.

Les cortèges nourris du 1<sup>er</sup> mai montrent cependant, que l'espoir d'un avenir meilleur peut encore être ravivé. La FSU s'engage activement dans cette lutte contre l'extrémisme et les discriminations de toutes sortes, pour une société rassemblée, plus juste et responsable sur le plan environnemental.

La CAPA qui nous réunit aujourd'hui est une nouvelle manifestation de l'improbable gestion des personnels soumis à la loi de Transformation de la Fonction Publique qui ne favorise ni la transparence ni l'égalité de traitement des personnels sollicitant un congé de formation. Que comptez-vous faire en nous communiquant un document avec un seul nom ?

Comment établir un comparatif avec les années précédentes ? Entre collègues ? Quelle est le contingent des congés à disposition ?

Dans un contexte où se profile l'allongement des carrières, il est urgent que l'Education nationale réfléchisse à traiter le droit à la formation des personnels d'une toute autre manière.

Dans cette période de transition, et nous l'espérons de rupture sur le plan politique, la FSU continue à militer pour le rétablissement d'un véritable paritarisme, garant de l'égalité de traitement des personnels lors des opérations de carrière et de mutations.

La FSU alerte à nouveau sur le manque d'attractivité de notre métier qui s'accroît, sur la charge de travail amplifiée par les réformes successives, sur le déclassement du corps professoral qui progresse encore, et donc sur l'absolue nécessité de respecter l'engagement pris à la veille des élections d'une revalorisation du traitement des enseignants qui doit se faire sans contrepartie.

Un changement radical dans la conduite de la politique publique d'éducation est une condition nécessaire à la restauration de la confiance entre le Ministère et les organisations syndicales, base d'un véritable dialogue social très attendu par la profession.